

Édito

Élections 2017 : face à la décomposition politique, réaffirmer les revendications des salariés

Ce qui domine le paysage politique précédent l'élection présidentielle puis les élections législatives, c'est une impression de décomposition qui touche non seulement les forces politiques « de droite », celles qui représentent la bourgeoisie, mais aussi les partis politiques dits de « gauche » : ceux qui ont soutenu les gouvernements de Hollande, et aussi ceux qui les ont critiqués.

Même rapide, l'inventaire est édifiant.

Le chamboule-tout

On connaît ce jeu de massacre qui consiste à empiler des boîtes de conserve pour mieux les faire tomber. À l'automne, la primaire organisée à droite par les Républicains vit l'élimination surprise de Sarkozy, ancien président, puis celle de Juppé pourtant favorisé des sondages. Seul resta Fillon, que l'on annonça aussitôt comme le futur vainqueur du second tour de la présidentielle face à la candidate du Front national. Quelques mois plus tard, la campagne de Fillon tournait au naufrage, les « affaires » d'emplois fictifs et de costumes à prix faramineux discréditant un candidat qui promettait l'austérité pour tous, sauf pour lui et ses amis.

Du côté du Parti socialiste, c'est encore pire : redoutant lucidement d'être éliminé dès la primaire

A red rectangular box containing the text "#HAMON 2017" in white, bold, sans-serif font. The text is arranged with "#HAMON" on the top line and "2017" on the bottom line, slightly offset to the right.

organisée par le parti qui lui avait permis d'accéder au pouvoir en 2012, François Hollande, président sortant de la République, préférait sortir de la course à l'investiture. Aussitôt, les sondages mirent les projecteurs sur Valls et Montebourg. Patatras ! Le survivant de cette primaire fut l'ancien frondeur Benoît Hamon, lui-même tout surpris de devoir porter l'étendard du PS. Quelques semaines après, ses « amis » du PS se chargeaient de lui rappeler que le mot loyauté était vide de sens dans cet univers décomposé : Valls, à la suite de divers notables du PS et de divers Radicaux de « gauche » appelait à voter pour Macron, ancien ministre de

Hollande et désormais candidat bourgeois propulsé par une aile de la bourgeoisie. Ce qui menace désormais le PS, c'est un processus de dislocation.

À cela, on peut rajouter la crise d'Europe Écologie – Les Verts (EELV), partagés entre soutien au gouvernement et opposition et qui, à l'automne, éliminèrent la candidature de Cécile Duflot au profit d'un second couteau, Yannick Jadot. Quant au PCF, les délégués des fédérations (qui avaient opté le 6 novembre pour un candidat issu de leur parti) furent désavoués dès la fin novembre par un vote des adhérents : le PCF n'aurait donc pas de candidat pour l'élection présidentielle.

Décomposition des partis

Les institutions de la V^e République ont été taillées pour marginaliser les partis politiques et favoriser ce que certains appellent « la rencontre d'un homme avec le peuple », formule abjecte qui appelle la majorité de la population à se soumettre à un candidat-Bonaparte. Mais le bonapartisme de la Ve République est un bonapartisme bâtard, inachevé, qui n'a pu faire disparaître le Parlement, même si ses prérogatives sont limitées. En se mouvant dans les institutions de la V^e République, qui

ont-elles-mêmes fait preuve de flexibilité, les partis politiques ont pu préserver leur rôle, et désigner à chaque élection « leur » candidat au poste de président. C'est ainsi que le PS, qui s'est construit sur les ruines de la vieille SFIO, présenta Mitterrand, et, plus tard Jospin (éliminé dès le premier tour en 2002) puis Ségolène Royal (en 2017) et finalement Hollande en 2012. De son côté, l'essentiel de la bourgeoisie se regroupa derrière un parti principal qui connut différents avatars successifs remodelés au grès de ses chefs successifs (Le parti Les Républicains de Sarkozy puis de Fillon s'inscrit dans la suite de l'UMP, créé par Chirac en 2002 pour succéder au RPR).

Pour ce qui concerne le principal parti bourgeois (RPR, UMP puis Les Républicains), sa crise est le reflet des divisions qui déchirent la bourgeoisie française : le « parti du président » a certes toujours répondu aux attentes de la grande bourgeoisie (des banques, des trusts de l'industrie et des services) favorables à l'ouverture la plus grande du marché (tant au niveau européen que mondial). Mais cette ouverture s'est faite au détriment d'entreprises plus fragiles, et d'importants secteurs d'activité (textile par exemple). La concurrence exacerbée qui en est résulté, a nourri – à partir des secteurs arriérés de la bourgeoisie – le développement du Front national et de son discours protectionniste et anti-européen.

Mais c'est surtout du côté du Parti socialiste et de ses alliés gouvernementaux, tournant le dos à ce que voulaient leurs électeurs, poursuivant au contraire une politique de réformes réactionnaires, que la crise s'est approfondie. Au sein du PS, ce furent d'abord un effondrement du nombre d'adhérents, des défaites à répétition au niveau des élections « intermédiaires » (municipales, régionales, européennes) puis la formation d'une dissidence parlementaire (les frondeurs) critique par rapport à la politique du gouvernement mais n'offrant aucune alternative gouvernementale.

En outre, le recours à des primaires pour désigner le candidat à la présidentielle (en lieu et place du parti lui-même avec ses adhérents) a légitimé à l'intérieur du parti le recours au bonapartisme comme modèle politique « normal » alors qu'il est profondément anti-démocratique. C'est ce qui est en train de se passer.

Tentations bonapartistes multiples

La crise des partis a comme corolaire l'apparition de nombreux candidats hors parti, comme autant d'hommes providentiels. Le premier fut Jean-Luc Mélenchon qui organisa lui-même, début 2016, la marginalisation de son propre parti, le Parti de gauche, au profit d'un mouvement, la *France insoumise*, dévolu à la promotion de sa candidature. Ce mouvement, dont les éléments programmatiques sont en partie distincts de ceux du Parti de gauche, est destiné à perdurer si la campagne électorale de 2017 est perçue comme un succès. Le PG serait alors voué à disparaître.



Du côté de la bourgeoisie, une fois encore, il y a la candidature de Marine Le Pen, classiquement bonapartiste, étant entendu qu'elle n'est pas la candidate du Front National, mais que c'est le FN qui est à son service (ce parti est dirigé comme une entreprise familiale).

Puis à l'automne 2016, soutenue en sous main par quelques groupes financiers et médiatiques, et quelques barons du PS (comme le maire de Lyon), on vit propulsée la candidature d'Emmanuel Macron, qui impulsa un mouvement à son service, appelé *En marche !*, un

mouvement où se retrouvent nombre d'entrepreneurs, commerçants, cadres divers, ainsi que des fonctionnaires et étudiants d'écoles de commerce.

Macron, qui se prétend ni de droite ni de gauche, au dessus des partis, réaffirme la verticale du pouvoir typique de la V^e République gaulliste, avec un président qui doit donner les grandes lignes au Premier ministre au lieu de se noyer (comme Hollande) dans toutes les décisions, de réduire le Premier ministre au rôle de simple « collaborateur » (comme le fit Sarkozy entre 2007 et 2012). Encore faut-il, pour restaurer la V^e République des origines, avoir l'étoffe d'un Bonaparte et les moyens politiques...

Fillon lui-même, empêtré dans les affaires, adopta une posture bonapartiste dès lors qu'il apparut que son propre parti envisageait de le « démissionner ». Il passa en force, se déclarant choisi par le « peuple », et convoqua « la rue » pour le soutenir contre son parti : quelques dizaines de milliers de ses partisans lui apportèrent, le 5 mars au Trocadéro, l'onction de la populace des beaux quartiers.

Quant aux partis trop faibles pour pouvoir sérieusement mettre en avant un futur président Bonaparte, ils se rallièrent – en se déchirant – à mieux placés qu'eux : Europe Écologie – Les Verts retirèrent la candidature de leur poulain après que Yannick Jadot ait fait accord avec Hamon (mais quelques uns soutiennent Macron tandis que quelques autres soutiennent Mélenchon).

Pour le PCF, c'est un véritable crève cœur, déchiré qu'il est entre son soutien à Mélenchon (décidé par une majorité d'adhérents) et le souhait d'un accord avec Hamon pour mieux préparer les élections législatives (un choix auquel se rallient nombre d'élus du PCF). Ainsi est-il amené à proposer, au nom de l'unité, une rencontre entre Hamon, Jadot et Mélenchon (qui n'en veut pas).

L'enjeu des législatives

Pour son bon fonctionnement, le système de la V^e République implique une majorité parlementaire taillée sur mesure pour le président Bonaparte, celle du « parti-godillot ». Mais, dans le passé, on a vu à plusieurs reprises un gouvernement issu d'une majorité parlementaire différente du parti présidentiel. Ce type de cohabitation eut lieu lorsque Jospin fut premier ministre d'un gouvernement de la gauche plurielle, Chirac étant président. Cette configuration interdit au président d'agir véritablement en Bonaparte. Tout au mieux peut il dissoudre l'Assemblée nationale.

À l'étape actuelle, il est possible que le président élu n'ait pas de majorité parlementaire à sa botte, et soit obligé de gouverner en s'appuyant sur des partis divers, voire sur une alliance comme il y en eut sous la IV^e République entre élus bourgeois classiques et élus de la social-démocratie. Une telle alliance, sans précédent sous la V^e, provoquerait une crise majeure au sein du PS, et sa possible dislocation.

Un autre enjeu des législatives est, pour divers partis, leur survie au Parlement, l'existence d'un groupe parlementaire, et les ressources financières qui en résultent. C'est le cas du PCF et d'EELV.

Dans cette situation, les élections législatives vont être une foire d'empoigne dans laquelle la classe ouvrière, avec ses revendications, pourra difficilement se faire entendre.

En toile de fond : la question de l'union européenne

La crise qui touche les partis ayant soutenu cinq ans la politique de Hollande, et menace de disloquer le Parti socialiste, devrait ouvrir une autoroute au principal parti bourgeois et à son candidat, Fillon. Or ce n'est pas le cas, à en croire les sondages. On l'a vu, les « affaires » ont miné sa campagne électorale. Mais, derrière ces affaires, il y a une question qui déchire une nouvelle fois la bourgeoisie française, comme c'est aussi le cas pour quelques autres bourgeoisies d'Europe : la

question de l'Union européenne et de la concurrence plus ou moins violente qui résulte de l'ouverture des marchés.

Cette question, surmontable en période de croissance, devient explosive en période de crise économique et financière. Depuis l'ouverture de la crise en 2007-2008, l'UE a cessé de se renforcer et le Brexit anglais, à l'inverse, porte un coup à cette construction. Car la crise exacerba les contradictions au sein de la bourgeoisie, française en particulier : certains secteurs (les plus fragiles, arriérés souvent) dont le marché demeure pour l'essentiel local ou national ne résistent pas à la concurrence ouverte et sont favorables à un repli national, et à une politique protectionniste. Le FN développe cette position et tente de coaguler le soutien de couches populaires frappées par la concurrence internationale et la délocalisation. Cette politique rencontre d'autant plus d'écho que les partis « ouvriers » ont cessé, même verbalement, d'ouvrir toute alternative au capitalisme.

À l'inverse, les couches du capital qui profitent au mieux de l'ouverture des marchés revendiquent une plus grande intégration de l'Union européenne.

C'est le cas des grandes entreprises, des banques, des secteurs liés aux nouvelles technologies. Laurence Parisot, quand elle était à la tête du Medef, en était une porte parole. Macron est aujourd'hui la représentation de cette couche.

Entre les deux, les Républicains (avec Fillon) cherchent un impossible compromis. D'un côté, Fillon veut une « *Europe des États, des nations* » face à la « machine bruxelloise » et fustige ceux qui « *ont rêvé de faire de l'Europe un ensemble fédéral* ». De l'autre, il réclame pour la zone euro « *un véritable gouvernement économique* », avec une convergence fiscale et une monnaie, l'euro, qui soit « *une véritable monnaie de réserve à l'instar du dollar* ». Cherchez l'erreur... On retrouve là le dilemme qui déchira le RPR de Jacques Chirac et Philippe Séguin au moment de la mise en place de l'euro et de la signature de l'accord de Maastricht 2.

Une « gauche » fracturée en miroir

Les « partis ouvriers – bourgeois » reflètent cette fracture (on appellera ainsi le PS et le PCF non pour des critères sociologiques mais parce que ce sont deux partis d'origine ouvrière, ne pouvant survivre sans se réclamer de la défense des salariés mais qui, depuis belle lurette, se sont mis de manière irréversible au service des intérêts de la bourgeoisie française, chacun de ces partis modulant son discours selon les besoins du moment). À ces deux partis, on peut rajouter le Parti de Gauche de Mélenchon et ses amis, issus du PS.

Concernant l'U.E. et l'euro, la politique du PS et de Hamon reflète assez étroitement celle portée par Macron (et François Bayrou), également au service des couches bourgeoises favorables à une plus grande intégration européenne.

Une autre pièce de ce miroir est représentée par Mélenchon qui reprend quant à lui les envolées contre l'euro et l'UE, comme un écho aux discours souverainistes et protectionnistes d'une fraction de la bourgeoisie (mais à y regarder de plus près, son discours est plein d'ambiguïtés et l'économiste Jacques Généreux, qui structure les propositions de Mélenchon, tient quant à lui des discours très pro-européens).

Entre les deux, le PCF tente de maintenir sur cette question un équilibre improbable, reflet oscillant des positions troubles de Fillon.

Ce n'est pas le terrain de la classe ouvrière

Pour les salariés, un tel débat n'offre aucune issue : entre le capitalisme mondialisé, l'UE capitaliste et le retour à un impossible capitalisme national, il n'a pas à choisir : dans toutes ces configurations, les travailleurs continuent à être exploités par le Capital.

Les seules propositions, les seuls programmes qui méritent l'attention des salariés sont ceux qui s'inscriraient dans une perspective : en finir avec le capitalisme, avec la propriété privée des moyens de production, avec l'exploitation des travailleurs et avec l'État bourgeois qui assure la poursuite de cette exploitation. C'est partiellement le cas du programme de LO (verbalement tout au moins) et, plus ou moins confusément, du NPA.

Ce n'est pas le cas du PS, ni du PCF, ni davantage de la *France insoumise* de Mélenchon qui entretient systématiquement le flou sur cette question pour cacher son attachement à la bourgeoisie française.

Ce sont ces partis « ouvriers –bourgeois » qui, par leurs discours et leur politique, ont contribué de manière décisive à gommer les frontières de classes et tentent de dresser entre les salariés une fausse frontière entre « protectionnistes » et tenants d'un marché ouvert. La montée de la xénophobie n'est que le reflet hideux de ce piège dans lequel on tente d'enfermer les salariés.



Tôt ou tard, pour les travailleurs, le combat pour rétablir une politique de classe impose et imposera la construction d'un véritable parti à leur service, c'est-à-dire révolutionnaire, capable de peser de manière décisive dans la situation.

Mais dans l'immédiat, pour les travailleurs, toute issue semble bouchée à l'occasion de ces élections.

Une situation difficile

Le terrain électoral est toujours le plus difficile pour la classe ouvrière. Il l'est tout particulièrement pour ces élections de 2017 alors que, cinq ans durant, il y a eu à l'Assemblée une majorité de députés du PS et du PCF, et au pouvoir un gouvernement menant une politique bourgeoise.

Bien sûr, en masse, les travailleurs rejettent les candidatures des dirigeants et partis bourgeois, en particulier celles de Fillon et de ses amis, de Le Pen et du FN, et de Macron et *d'En marche !*

Mais le bilan des cinq années de présidence Hollande est désastreux pour le PS. Il l'est aussi pour Europe Écologie - les Verts qui, en totalité puis en partie ont soutenu ce pouvoir. Il l'est aussi pour le PCF et son Front de gauche qui a souvent accompagné la politique gouvernementale. Faut-il rappeler que l'inacceptable loi Peillon sur l'école fut aussi votée par EE-LV et le PCF- Front de gauche (qui incluait alors le PG de Mélenchon) ?

Dans cette situation dont les travailleurs ne sont pas responsables, nombre d'entre eux vont s'abstenir à la présidentielle et/ ou aux législatives.

Certains tenteront d'affirmer un vote « de classe » en votant Hamon, candidat du PS. Plus exactement : non pas un vote « pour » Hamon et son programme, mais un vote « contre » Fillon,

Macron et Le Pen. Puis en votant pour les candidats du PS et du PCF aux législatives contre les candidatures bourgeoises.

Contre cette aspiration légitime à voter contre les candidats de la bourgeoisie, on vit dès le mois de mars des notables du PS (comme Valls) et un ex-PCF (Patrick Braouezec) appeler à voter Macron dès le premier tour pour faire barrage à Le Pen, ce qui ne peut qu'accroître la confusion politique.

D'autres salariés voteront Mélenchon, sensibles aux critiques qu'il fait du gouvernement sortant. Mais cette candidature « anti-parti » relevant d'une démarche individuelle et bonapartiste (tout en affirmant, comme d'autres, vouloir rendre la parole au « peuple ») n'est pas d'avantage une issue.

Quelques uns voteront pour les candidats de LO et du NPA – tout en sachant qu'ils n'ont nulle chance d'être élus – parce que ces candidats – étrangers à l'univers corrompu et décomposé qui fait la Une de l'actualité - défendent un programme qui fait écho aux aspirations des salariés. En témoigne l'audience acquise par Philippe Poutou pour avoir, sans prendre de gants, dit ce qu'il pensait de Fillon et de le Pen.

Mais, quels que soient les résultats de ces élections, c'est en engageant le combat sur leurs revendications – comme l'ont fait dès fin mars les travailleurs et la population de Guyane – que la classe ouvrière peut rétablir son unité, affirmer ses revendications, reconstruire ses organisations.



Défendre les acquis qui contribuent à organiser les travailleurs

On ne fera pas ici le catalogue de toutes les revendications, présentes et futures, du prolétariat, d'autant que souvent les grands combats ouvriers éclatent sur des points imprévus. Mais certains acquis issus des combats passés doivent être d'autant plus défendus qu'ils contribuent à l'unité des travailleurs. Il en est ainsi du Code du travail, raison pour laquelle l'exigence d'abrogation de la loi Khomri demeure indispensable. Cette exigence est d'autant plus impérieuse que bien des candidats (tel Macron) veulent s'appuyer sur cette loi pour aller beaucoup plus loin pour casser le code du travail, tandis que d'autres (comme Hamon et Mélenchon) disent vouloir « abroger » cette loi mais en réalité ne propose de modifier que le seul passage concernant la hiérarchie des normes sans remettre en cause le reste (dont le CPA, le compte personnel d'activité).

De même la défense de la Sécurité Sociale est fondamentale, alors que quasi tous les candidats envisagent d'en disloquer les fondements : ainsi Hamon et Mélenchon eux mêmes proposent-ils la fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Mais une telle fusion, qui conduit à barémiser la CSG, permet d'augmenter la part de cet impôt pour financer la Sécu alors que l'exigence fondamentale est plus que jamais : financement par les seules cotisations, ce qui implique de supprimer toutes les exonérations de cotisations dites patronales et, si besoin est, de les augmenter.

De même, alors que Macron autant que Fillon veulent disloquer l'Enseignement public en développant l'autonomie des établissements, il est d'ores et déjà nécessaire d'abroger toutes les mesures qui ont préparé cette autonomie, en particulier la loi Peillon.

Ces revendications doivent être réaffirmées dans les syndicats, contre la politique de leurs directions. Cela est d'autant plus nécessaire que la reconstitution des capacités de combat des travailleurs passe aussi par les syndicats, par le réarmement politique des syndicats. Réaffirmer ces revendications fondamentales contribue aussi à nourrir les mouvements spontanés à venir.